



## **Lettre ouverte à Monsieur le Président Nicolas Sarkozy : Ne laissez pas les failles de notre système de soins se creuser plus encore !**

Monsieur le Président,

L'ANEMF, l'ISNIH, l'ISNAR-IMG, le SNJMG et l'ISNCCA portent la voix de l'ensemble des futurs et jeunes médecins jusqu'à l'Élysée, dans l'espoir d'être enfin entendus.

Le monde médical est bouleversé par les mesures initiées par l'article 32 du projet de loi sur le financement de la sécurité sociale. Ces mesures remettent clairement en cause la liberté d'installation des médecins libéraux, alors même que ce mode d'exercice est délaissé au vu des contraintes trop importantes qui pèsent sur lui, et d'un manque flagrant de valorisation et d'information sur une discipline telle que la médecine générale auprès des étudiants en médecine! Ajouter à cette profession une contrainte supplémentaire, sans même avoir tenté de la revaloriser aux yeux des futurs praticiens, ne règlera pas les problèmes de démographie médicale.

Les mesures de déconventionnement en fonction de la densité médicale ne sauraient garantir une égalité d'accès aux soins sur l'ensemble du territoire.

Elles empêchent tout renouvellement des effectifs médicaux dans les zones encore épargnées par le manque de médecins. Elles conduisent à la désaffection des professions libérales, surtout la médecine générale déjà durement touchée par une crise de vocation. Enfin, elles symbolisent l'ouverture potentielle à de nouvelles formes de remboursements par assurances privées, encouragée par une Assurance Maladie refusant de jouer pleinement son rôle dans certaines zones du territoire français.

En Allemagne, ces méthodes ont ouvert des failles dans le système de soins : alors que ce pays comptait, avant la mise en place de ces mesures, trop de médecins, il fait maintenant face à une importante crise des vocations! Les patients subissent donc, à ce jour, une pénurie de praticiens!

Nous manquons déjà de médecins en France, nous ne pouvons exposer nos concitoyens au risque d'en perdre encore plus.

A ce jour, tous les syndicats et associations des futurs et jeunes médecins ont appelé, avec le soutien des syndicats majoritaires des médecins libéraux, à la grève illimitée. Les externes, internes et chefs de clinique assistants sont tous mobilisés, parce qu'ils savent que

de telles mesures ne feront qu'aggraver la pénurie des professionnels de santé dont le pays pâtit déjà !

Votre gouvernement doit prendre conscience du grave danger que de telles mesures font courir à la France, et nous vous demandons d'écouter les craintes de ceux qui soignent et soigneront nos concitoyens. Nous nous voulons garants d'un accès aux soins équitable pour tous et demandons, à ce titre, à être reçus au plus vite, avec les représentants des futurs et jeunes médecins, lors d'un rendez-vous commun, dans le respect des revendications qui nous animent et nous font parler d'une seule voix. Nous attendons une réponse forte du gouvernement.

De vraies solutions pour une meilleure répartition des médecins sur le territoire français existent. Nous voulons les partager avec vous. Votre gouvernement, qui se veut ouvert et dynamique, se doit de les mettre en place rapidement plutôt que d'envisager des méthodes dangereuses pour les médecins et la population.

Charles MAZEAUD, Président de l'ANEMF, 06 77 66 94 78  
Emmanuel GALLOT, Président de l'ISNAR-IMG, 06 71 07 53 01  
Fabien QUÉDEVILLE, Président du SNJMG, 06 67 30 27 27  
Pierre LOULERGUE, Président de l'ISNCCA 06 64 02 67 23  
Olivier MIR, Président de l'ISNIH 06 30 73 90 79